

Penser l'après-Poutine

Tous les historiens maintenant le reconnaissent : le mépris affiché des vainqueurs de la Première Guerre mondiale vis-à-vis du vaincu et les lourdes sanctions qui lui ont été infligées se sont finalement révélées être l'un des principaux facteurs concourant à la prise de pouvoir par la mafia nazie rassemblée autour du providentiel « guide » qu'était Adolf Hitler. La même erreur n'a heureusement pas été commise à la fin de la Seconde Guerre mondiale : l'Allemagne de l'après-guerre n'a pas été écrasée par les Alliés, elle a su faire, au moins partiellement, le procès du nazisme, elle est devenue la première puissance économique européenne. L'effondrement de l'Union soviétique n'a hélas pas donné lieu à des décisions aussi avisées : la rancœur légitime des pays libérés du joug communiste, leur méfiance à l'égard de leurs anciens envahisseurs et la pression des États-Unis ont sans doute joué un rôle majeur dans le bien regrettable renoncement à l'idée d'essayer de ramener alors la Fédération de Russie dans le giron de « l'Occident ». Et les Russes n'ont pas vraiment fait le procès du communisme, se contentant de dénoncer (temporairement) les crimes de Staline.

Dans son entretien semestriel avec *Diasporiques*¹, Jean-Claude Trichet attire notre attention sur une prévision d'une extrême importance : « Les projections actuelles de l'état

du monde à la fin du ^{xxi}e siècle [...] mettent en tête des puissances mondiales deux pays : la Chine et l'Inde, ex-aequo, loin devant les États-Unis et, possiblement, en quatrième position, l'Union européenne ». Pas trace de la Fédération de Russie dans cette énumération... Il ne s'agit bien entendu que d'hypothèses mais elles ne sauraient échapper au dirigeant d'un pays qui fut naguère la seconde puissance mondiale et demeure le détenteur de la plus importante capacité en termes d'armes nucléaires... Sans doute cette pensée n'est-elle pas étrangère à la passion qu'on prête à cet homme de vouloir rétablir ou même étendre la puissance qui fut celle de l'URSS, dont il disait explicitement dès 2005 que sa dislocation fut « la plus grande catastrophe géopolitique du ^{xx}e siècle ».

Vladimir Poutine est formellement en place jusqu'en 2036. On peut évidemment espérer que l'échec (probable à l'heure où sont écrites ces lignes) de son « opération militaire » en Ukraine telle qu'il l'avait conçue raccourcira ce délai. Cela n'est cependant, là aussi, qu'une hypothèse.

« NOUS NE FAISONS PAS LA GUERRE AUX RUSSES »

Dire cela n'ouvre sur aucune perspective quant à l'avenir des relations entre l'Union européenne et la Fédération de Russie. Ne serait-il pas

¹ Pages 34-35.

temps de remplacer cette déclaration négative par l'énoncé d'une proposition d'une tout autre nature, émise d'abord à l'intention de la fraction (sans doute aujourd'hui encore minoritaire) du peuple russe capable d'en saisir la portée ?

Force est de constater qu'on ne voit guère ce qui pourrait être évoqué de ce point de vue tant que les interlocuteurs auquel on a affaire seront l'actuel maître du Kremlin et ses affidés. Aussi bien est-ce dans l'après Poutine qu'il faut se placer même si l'on ne peut dire aujourd'hui quand se produira sa chute. Et avec néanmoins la conviction que la proposition ici esquissée ne peut que contribuer à hâter la survenue de cette chute si elle peut être portée activement à la connaissance des Russes car elle répond aussi, mais de façon différente, à leur aspiration de demeurer un grand peuple.

Cette proposition est liée à la prévision rapportée par Jean-Claude Trichet, ci-dessus évoquée. Oui, il existe une façon, pour l'Union européenne et pour la Fédération de Russie, de s'élever au-dessus des rangs modestes actuellement prévus dans ladite classification des puissances en fin de siècle, c'est « tout simplement » de s'unir. Une affirmation qui peut aujourd'hui paraître prématurée mais qui renvoie simplement à ce qu'on aurait pu tenter de faire après la chute du Mur et celle de l'URSS.

Commençons donc à y réfléchir et à en évoquer les avantages et les obstacles. Les avantages d'abord : une coopération active en termes économiques (énergie, agriculture, industrie), environnementaux, culturels et sociaux, renouant avec les échanges interrompus ou compromis par les

sanctions, permettant de les développer et de rendre l'ensemble mieux à même de faire face à la compétition mondiale. Les obstacles ensuite : la difficulté de rétablir une confiance lourdement ébranlée par la crise actuelle (mais la France et l'Allemagne n'ont-elles pas réussi à se réconcilier après trois guerres ?). Le risque aussi d'une opposition franche et massive des États-Unis à la montée en puissance de cette Europe « de l'Atlantique à l'Oural... et au-delà ». Il faudrait, pour la lever, démontrer à nos amis d'Outre-Atlantique que de favoriser l'émergence de cette union et de s'allier avec elle serait sans nul doute une bonne façon d'équilibrer l'irrésistible montée en puissance des deux superpuissances de l'Asie du Sud. Le risque enfin que la Fédération de Russie post-poutinienne ne veuille pas renoncer au projet de son chef actuel de dominer le Nord de l'Eurasie. Mais, avec un PIB ne dépassant pas celui de l'Espagne et malgré la détention du premier pouvoir de destruction de la planète, serait-ce bien raisonnable de sa part ? Elle a manifestement mieux à faire. Mettons-nous en situation de pouvoir le lui proposer le plus tôt possible. ☺